

HALTE AU CHANTAGE POUR DÉTRUIRE LES SERVICES PUBLICS !

Depuis 20 ans, les services publics sont méthodiquement asphyxiés au nom de la Dette et aujourd'hui, au nom de l'« économie de guerre ».

Baisse des moyens

Entre 2010 et 2019, l'hôpital public a perdu 11,7 milliards de budget dans un contexte où les besoins des usagers ont fortement augmenté.

Le logement social est méthodiquement amputé alors que nous sommes passés de 143 000 sans abris en 2012 à 320 000 en 2025.



Au nom de la dette, la dotation financière aux collectivités locales va baisser de 5 milliards en 2025, les ministères vont perdre 2,7 milliards aussi...

Baisse volontaire des recettes

Depuis dix ans, entre 2014 et 2023, le coût net des baisses d'impôts est de 454 milliards. Ceux qui nous font du chantage à la dette n'ont fait que la creuser !

Sur la seule période 2018 à 2023, les « cadeaux fiscaux » aux grandes entreprises et ménages aisés représentent à eux seuls 207 milliards, soit 24% de la hausse de la dette.

Les aides publiques s'élèvent aujourd'hui à plus de 200 milliards par an !

La fraude fiscale est évaluée entre 80 et 100 milliards par an

Les entreprises françaises ont versé 98 milliards de dividendes en 2024, avec un taux d'imposition forfaitaire injuste et insuffisant (Flat Tax).

Cadeaux pour les uns, saccage des services publics pour les autres !

Nous avons les moyens financiers pour restaurer des services publics performants pour nos concitoyens.

Avec la CGT, revendiquons la justice fiscale et la justice sociale pour des services publics de haut niveau, partout, pour toutes et tous !